

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
3, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

ABONNEMENTS

SUR LA FRANCE		POUR L'EXTRÉMÉ	
Un an...	64 fr.	Un an...	96 fr.
Six mois...	32 fr.	Six mois...	48 fr.
Trois mois...	16 fr.	Trois mois...	24 fr.
Chèque postal Ferlandei 586-65			

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

DERRIÈRE LE CADAVRE DE PONCET les ouvriers viendront en foule

• TOUT A L'HEURE

Tout à l'heure on va sortir de la nouvelle Morgue le corps de notre « Gros Plombier » pour le porter dans un trou de banlieue. Et ce sera le convoi larmoyant de la première victime du bolchevisme dans ce pays.

Des ouvriers, des compagnons, des révoltés n'iront pas au travail cet après-midi. Ils accompagneront la dépouille de l'assassin. Silencieux, gravement, ils défilent à travers les rues de Paris, pour manifester leur douleur de la perte du courageux camarade, leur indignation du crime accompli, leur volonté de ne pas tolérer que le fléau bolcheviste prenne de l'extension dans la classe productrice.

Poncet doit être la dernière victime des dictateurs moscovites. Dorénavant, nous entendrons sa voix, à travers la tombe, mieux que nous ne l'avons fait de son vivant.

Car nous nous souvenons bien que, par une appréhension étrange, le « Gros Plombier » haïssait les chefs du Parti communiste farouchement. Quand certains d'entre nous essayaient de l'apaiser, il haussait les épaules avec vigueur : « Vous attendez qu'ils vous assassinent... Tous d'imbéciles ! »

Hélas ! c'est lui-même qui a reçu la première balle des fascistes rouges. Compagnons, nous nous devons d'être nombreux autour de son corps et d'y amener tous les prolétaires qui n'entendent pas tendre les reins aux coups de bottes des politiciens.

Groupés autour du drapeau noir de l'Union Anarchiste, les ouvriers parisiens signifieront par leur nombre et leur attitude décidée qu'ils sont prêts à tout pour arracher leurs syndicats aux mains cupides des « communistes autoritaires » et pour ne pas laisser prosterner la Révolution au bénéfice des futurs chefs du gouvernement français.

Sur le passage de ce convoi funèbre, ce ne sera pas un souffle de mort que l'on sentira, mais un vent irrésistible et sain, emportant sous sa poussée toute la pourriture politicienne et donnant aux parias la force de marcher, malgré la fatigue et les déceptions, au-delà de toutes les barrières, de toutes les conventions, de toutes les lois, vers l'Anarchie qui, seule, peut leur accorder bien-être et liberté.

Poncet, tu trouveras dans notre avenir révolutionnaire la vengeance de cette mort.

verbe ironique dans les meetings. Ce sont les mêmes brutes qui assassinèrent le courageux militant à l'issue d'une réunion électorale.

Demain, les apprentis dictateurs du Proletariat trouveront devant eux tous ceux qui se souviendront de Poncet et de Clos.

Et ils seront nombreux.

LE LIBERTAIRE

APPEL aux Anarchistes parisiens

La Fédération anarchiste de la région parisienne adresse à tous les camarades le plus pressant appel.

Tous les anarchistes seront cet après-midi, quai de la Rapée et suivront le cortège de notre infortuné Poncet. Le « gros plombier » sera accompagné par tous les hommes de cœur et de raison, par tous ceux qui réprouvent de tout leur être le crime ignominieux accompli sur des travailleurs par les sanguinaires déments du Parti communiste.

Tous les camarades viendront en foule émouue et leur nombre sera une affirmation d'énergie et de puissance. Leur présence sera une protestation vivante en même temps que la condamnation des méthodes honteuses que des politiciens sans scrupules qui luttent contre la mainmise des politiciens sur le syndicalisme révolutionnaire.

Prie les Italiens habitant Paris de participer aux funérailles des victimes de la garde rouge et leur donne rendez-vous à 14 h. 30 quai de la Rapée, en face du n° 90.

Les camarades viendront en foule émouue et leur nombre sera une affirmation d'énergie et de puissance. Leur présence sera une protestation vivante en même temps que la condamnation des méthodes honteuses que des politiciens sans scrupules qui luttent contre la mainmise des politiciens sur le syndicalisme révolutionnaire.

En assistant aux obsèques, c'est beaucoup moins un cadavre qu'il s'agit d'accompagner qu'une démonstration de force et de volonté, face aux bourreaux et aux assassins.

Tous aux obsèques !

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA RÉGION PARISIENNE

Aux gars de la bâtie

La Fédération Nationale des Travailleurs du bâtiment fait appel à tous ses fédérés pour qu'ils assistent nombreux aux obsèques de notre camarade Poncet, tué par les brutes bolcheviques au meeting sanglant de la rue Grange-aux-Belles.

La Fédération rappelle qu'elle proteste de toutes ses forces contre la politique introduite dans les syndicats, et vous au mépris public les auteurs de ces lâches assassinats commis sur la classe ouvrière par des politiciens sans cœur.

Elle s'incline devant la dépouille des victimes et donne rendez-vous aux travailleurs, 90 quai de la Rapée, à 14 h. 30.

Travailleurs !

Les malheureuses victimes du meeting de vendredi dernier seront inhumées cet après-midi. Le peuple, le vrai, celui qui travaille prendra sur son temps de travail pour accompagner les dépouilles de ces camarades à leur ultime demeure.

Les travailleurs du bâtiment, qui connaissent particulièrement Poncet, le gros Plombier, tombé victime des politiciens qu'il combattait, affirmeront par leur présence à ses obsèques que le syndicalisme est encore bien vivant et qu'il a encore de nombreux défenseurs.

Le S. U. B.

AUX FUNÉRAILLES DU « GROS PLOMBIER »

C'est aujourd'hui, à 14 h. 30, qu'aura lieu l'enterrement de notre camarade Poncet laissé pour mort au meeting assassiné par les fanatiques de la propagande communiste.

Il est une des premières victimes que l'intrusion des politiciens dans les syndicats aura faites parmi la phalange des prolétaires qui veulent dégager le syndicalisme de toute emprise politique.

Il est tombé sous les balles d'individus sans scrupules et sans conscience obéissant à une impulsion bestiale (reminiscence de cinq ans de guerre).

Tout ce que le prolétariat de Paris compte de travailleurs honnêtes est profondément touché par la perte douloureuse qu'il vient de faire en la personne de notre camarade Poncet.

Nous invitons tous les travailleurs du bâtiment de la région parisienne à quitter le travail et d'assister aux obsèques afin de montrer par une affluence extraordinaire de camarades, combien le prolétariat sent la perte cruelle que vient de lui infliger le Comité Directeur du Parti Communiste.

La G. E. de la 13^e région fédérale du Bâtiment.

A l'enterrement de Poncet

Cette après-midi auront lieu les obsèques de deux malheureuses victimes du meeting tragique.

Pour des raisons que nous aurons à examiner plus tard, les communistes et les membres de la majorité confédérale se regrouperont derrière le cercueil du camarade Clos.

Pour éviter tout incident regrettable, le bureau de la minorité demande instamment à tous les minoritaires de se grouper derrière le cercueil de Poncet.

Il prie la famille et les amis du camarade Clos, devant la dépouille duquel il s'incline avec respect, de ne pas voir la une preuve d'indifférence ou de sectarisme, mais uniquement le souci de laisser les obsèques se dérouler dans le calme et le recueillement qui doivent les caractériser.

Pour la Minorité :
Les secrétaires généraux,
JOUTEAU, LARTIGUE.

Aux réfugiés italiens

Le Comité d'Emigration de l'Union syndicale italienne exprime sa solidarité émouue aux camarades français victimes du fascisme rouge.

En parfait accord avec l'Union syndicale italienne invite les Italiens réfugiés en France à se réunir aujourd'hui plus que jamais autour des organisations françaises qui luttent contre la mainmise des politiciens sur le syndicalisme révolutionnaire.

Prie les Italiens habitant Paris de participer aux funérailles des victimes de la garde rouge et leur donne rendez-vous à 14 h. 30 quai de la Rapée, en face du n° 90.

UN ORDRE DU JOUR du Syndicat Unique du Bâtiment

Le Conseil général du S.U.B. en ouvrant sa séance, a refusé de discuter les ordres parus dans l'Humanité, et qui ne visent qu'à la destruction du syndicat, quels que soient les moyens à employer à cet effet.

La section technique des charpentiers en fer a déjà répondu pour Boudoux, et le Conseil s'associe pleinement à la protestation de cette section.

Face à la Meute déchainée

Une véritable offensive est déclenchée contre moi. Après les violences corporelles, la calomnie, c'est l'arme des jésuites, c'est le mot d'ordre moscovite appliqué à la lettre.

Certes je suis peiné, mais je ne m'en plains pas, car cette fois il faudra en finir avec cette vieille et pénible histoire aussi mensongère que romanesque.

Je plains sincèrement tous ceux qui involontairement ont donné des armes aux politiciens et aux apostols pour m'accabler et me discréditer dans les milieux ouvriers syndicalistes, libertaires et révolutionnaires.

Je répète aujourd'hui ce que j'ai déclaré en 1910, en 1913, en 1917 au conseil des charpentiers en fer et aux assemblées générales :

« Je mets au défi qui que ce soit d'apporter la moindre preuve des affirmations lancées par des adversaires qui n'ont pas enquéte sérieusement. »

D'autre part, je certifie que jamais je n'ai refusé de me présenter à la Commission d'enquête. J'ai simplement observé les décisions du Conseil de mon organisation (charpentiers en fer) qui ayant eu à examiner cette affaire, a demandé à être entendu avec moi.

J'en prends à témoin tous les vieux militants de l'organisation, C. Andrieux, Tousaint, Vallet, Héraclé, Savary, Mallochaux pour ne citer que ceux-là, je suis certain qu'ils diront leur mot.

Il est une des premières victimes que l'intrusion des politiciens dans les syndicats aura faites parmi la phalange des prolétaires qui veulent dégager le syndicalisme de toute emprise politique.

Il est tombé sous les balles d'individus sans scrupules et sans conscience obéissant à une impulsion bestiale (reminiscence de cinq ans de guerre).

Tout ce que le prolétariat de Paris compte de travailleurs honnêtes est profondément touché par la perte douloureuse qu'il vient de faire en la personne de notre camarade Poncet.

Nous invitons tous les travailleurs du bâtiment de la région parisienne à quitter le travail et d'assister aux obsèques afin de montrer par une affluence extraordinaire de camarades, combien le prolétariat sent la perte cruelle que vient de lui infliger le Comité Directeur du Parti Communiste.

La G. E. de la 13^e région fédérale du Bâtiment.

“L'Humanité en déroute”

LES AVEUX COMMENCENT

Désolément, l'Humanité n'a pas de chance. Comme il fallait s'y attendre, petit à petit, la vérité va sortir du puvis toute nue.

Un beau jour le journal communiste imprime en grosses lettres :

La minorité a menti. La police n'a

trouvé aucune trace de coups de feu sur

les murs de la salle de la Grange-aux-Belles.

Patras ! ! ! Le matin même où paraissent ces lignes, la police photographie

les traces laissées par les corps de feu sur

le mur gauche de la salle — le mur de la minorité — photographie la tache faite

sur ce mur par le sang de notre malheureux camarade Poncet et extrait du mur une balle qu'il emporta.

L'Humanité était donc prise en flagrant délit de mensonge.

Comment allait-elle sortir de là ?

Elle tente aujourd'hui l'opération avec une telle « adresse » qu'elle s'accuse elle-même.

Ecoutez-la :

« Il y a des traces de coups de feu sur le mur de la minorité. L'explication est simple. Puisqu'il y a quatre jours on ne les a pas relevées, qui dit qu'elles n'ont pas été faites depuis ? »

Ca c'est une trouvaille, n'est-ce pas ?

Ainsi donc d'après l'Humanité, ou du moins d'après ce qui découle de ses explications embarrassées, les minoritaires se seraient introduits dans la salle durant les quatre jours qui viennent de s'écouler et sans bruit auraient tiré quelques coups de feu sur le mur gauche ! ! !

Ce devait être sans doute avec des pistolets à air comprimé, puisque ni le concierge, ni les permanents, ni les employés qui tourmentent dans la maison n'ont rien entendu ?

Mais il y a mieux.

L'Humanité, qui est un journal à précaution, sort aujourd'hui un témoignage d'un certain T... qui aurait entendu un anarchiste dire à d'autres anarchistes : « Allez vous mettre à droite de la salle. »

Et voilà cette conclusion : C'est le mur de la minorité qui porte les traces des balles ! Qu'a cela ne tienne ! Ce seront les anarchistes pestés à droite de la salle qui auront tiré sur les minoritaires placés à gauche.

La minorité se sera assassinée elle-même.

Allons, farceurs sinistres ! cessez ces galéjades. Reconnaissiez donc franchement qu'on a tiré sur la minorité. Regrettez ce geste et dites à vos amis que vous répouvez de tels attentats.

A propos de Clos

Voyant le tapage indécent du Parti Communiste autour du cadavre de notre camarade Clos, je tiens à donner un démenti aux gens sans scrupules qui ressemblent aux chasseurs revendiquant un gibier abattu par eux.

Nicolas Clos était pour moi un camarade. Nous avons travaillé un bon moment ensemble chez Renault. Habitant le même quartier, nous faisions la route ensemble, matin et soir. Nous déjeunions ensemble.

J'affirme que Clos n'a jamais appartenu au P.C. et n'était guère sur le point d'adhérer, car il n'aimait pas les politiciens, surtout en ces derniers temps où les intrigues du P.C. l'ont complètement dégoûté.

Une deuxième mise au point

Après ma protestation et à la suite des rectifications apportées par l'ami intime de Nicolas Clos, l'*Humanité* a retiré hier une grande partie de ses calomnies d'avant-hier à mon adresse.

Il reste toutefois d'après ce journal que je me serais réclamé des Métaux alors que j'ai décliné nom et titre avant toute autre chose et les ai inscrits sur une feuille.

Je n'ai jamais réclamé le corps mais je me suis mis à la disposition de la famille pour les obsèques alors que personne n'avait bougé à ce sujet plus de 60 heures après le décès.

Il subsiste un point, c'est que j'aurais réclamé le mardi matin une chemise et un drap. La compagnie m'a remis ce linge le lundi soir devant trois autres personnes.

La seule question qui reste posée à ce sujet est simple : pourquoi le S.U.B. s'est-il offert pour les obsèques ? Clos n'avait pas versé de cotisations aux métaux depuis juillet. Minoritaire depuis Bourges, son syndicat n'ayant pas bougé effectivement le lundi après-midi, quand je me suis offert, la compagnie du défunt a accepté sans discussion, je me disposais à faire toutes démarches après avoir vu le bureau des métaux quand, en revenant de porter à la veuve 500 francs votés par les cimentiers sur leur caisse de solidarité, je fus l'ignominieux article de l'*Humanité* me concernant.

Je n'ai pu toucher hier la compagnie de Clos malgré quatre dérangements.

Et enfin je compte sur la loyauté d'Albessard pour remettre certaines choses au point. J'attends encore. **CHARBONNEAU.**

La dégringolade du franc

Le monde capitaliste est en rumeur ; l'affolement y règne ; on y vit dans l'angoisse et on y perd cette belle sérénité qui est, en même temps que la marque d'une conscience à l'abri de tout reproche, l'indice d'une situation de tout répos.

Quel est donc l'horrible calamité, l'épouvantable catastrophe, le terrible déau qui seme à ce point la panique et la consternation dans les meilleurs bourgeois ?

C'est la chute précipitée du franc.

Ceux qui vivent, au jour le jour, de leur travail, qui ne possèdent ni valeurs, ni portefeuilles, ni espèces en dépôt, ceux qui n'ont ni sou, ni maile, sont moins émus de cette lutte dans laquelle notre franc, après une résistance désespérée, semble bien près d'être définitivement vaincu.

Ils auraient tort, grandement tort, cependant, de n'en pas être inquiets.

Ils ne seront évidemment pas atteints dans leurs fortunes, puisque les accapareurs du soi, de la propriété bâtie, du commerce, de l'industrie et de la finance ont eu la délicatesse de les débouiller de tout avoir.

Ils n'en sont pas moins producteurs, consommateurs et contribuables ; ils le sont même — économiquement — que cela. Et la dévaluation du franc ne peut manquer de les précipiter dans une situation des plus affranchies.

Il suffit de jeter les yeux sur l'Allemagne pour se rendre compte des conséquences désastreuses qu'entraîne nécessairement pour la classe ouvrière d'un pays, la dépréciation de la monnaie nationale : salaires de famine réduisant les producteurs à une puissance de consommation d'autant plus déficitaire que la vie est chère ; chômage intense et prolongé, impôts écrasants... et la suite.

La presse française tente de réagir contre l'affolement qui sévit ; et elle emploie à rassurer l'opinion les moyens qui lui sont accoutumés. Elle consulte les sommets du monde capitaliste, les directeurs des grands établissements de crédit, les financiers et les spécialistes de la haute spéculation. Il va de soi que ces Messieurs n'émettent, au mépris de la vérité, que des avis optimistes.

Et puis, il y a le Gouvernement ! Al ! le Gouvernement ! C'est pour le coup qu'il va agir, prendre des décisions énergiques et des mesures radicales !

Le moment est venu : il n'y a plus à tertiver ; le péril est pressant, la situation est grave, l'heure est décisive.

On va voir ! on va voir !

C'est tout vu et le Gouvernement a pris ses responsabilités et ses mesures :

1^o répression des fraudes fiscales ;

2^o économies dans les services publics ;

3^o ajournement de tout projet entraînant des charges nouvelles ;

4^o établissement de deux décimes sur l'ensemble des impôts.

C'est tout ?

Oui, c'est tout.

Je ne suis pas prophète, mais je suis joueur et j'aime les paris.

Et bien, je parle mes appoiments au *Libertaire* — qu'est-ce que je risque ? — contre le traitement de M. de Lasteyrie, ministre des finances, que ces mesures se ront inopérantes comme l'est, en ce qui concerne la lutte contre la vie chère, l'insaturation d'un dictateur aux vivres.

Ces mesures parviendront peut-être à enrayer ou à ralentir la dégringolade du franc, mais elle ne redresseront pas la situation financière. Il est possible qu'elles réussissent à conjurer ou à diminuer la crise du change ; mais elles ne rendront pas au crédit de ce pays la confiance qui, seule, peut consolider le franc.

Ce qui, par contre, est certain, c'est que les décisions gouvernementales aggravent le malaise économique et ne manqueront pas d'avoir très prochainement les plus affligeantes répercussions sur la situation déjà critique de la classe ouvrière.

Une seule mesure serait à prendre. Celle-là s'impose et elle agirait efficacement : le prélevement, par voie de confiscation pure et simple, et d'expropriation sans indemnité, d'un nombre respectable de milliards sur les grosses fortunes, en attendant la restitution totale, et la mise en commun de toutes les richesses.

Et ce n'est ni le Gouvernement d'aujourd'hui, ni celui de demain, ni le Parlement actuel, ni la Chambre future qui s'aviseront de recourir à une telle extrémité.

Quand le prolétariat refusera de se laisser monter le cou par les menteurs de la politique, quand il comprendra que le salut est en lui, en lui seulement et qu'il aura définitivement perdu toute confiance dans les chefs, les Messies et les dictateurs, il retrouvera ses manches et se mettra à la besogne indispensable : la Révolution sociale.

SEBASTIEN FAURE.

Philippe Daudet a-t-il été assassiné par la police ?

Quand Léon Daudet était en plein bâouillage calomnieux au sujet de la mort de notre cher Philippe, quand il s'acharnait stupidement à voir en nous les assassins de son enfant, nous qui avions reçu les dernières confidences du petit révolté, nous qui les avions révélées dès que nous avions eu quelque lumière sur la tragédie, la déposition du mouchard Flotter nous fit immédiatement déclarer : « Dès lors toutes les hypothèses sont possibles » et parmi ces hypothèses nous émettions celle-ci : « Est-ce que traqué, se voyant trahi, vendu, certain, le jeune anarchiste pour sortir de la boutique du mouchard Flotter, n'a pas voulu se frayer un passage ? Et les policiers l'ont-ils assassiné ? »

Aujourd'hui, Léon Daudet fait sienne cette version. Nous ne la trouvons pas plus invraisemblable qu'il y a trois semaines.

Voici le résumé de la déposition qu'a faite Léon Daudet devant M. Barnaud, d'après l'*Action Française* de ce matin :

« Philippe Daudet a été tué dans la boutique de Le Flauter, et de la main de l'un des inspecteurs qui étaient chargés de l'arrêter, ceci à LA SUITE D'UNE DÉPLORABLE ERREUR.

« Voici la scène du drame, telle qu'elle a été reconstruite par Léon Daudet.

« Le Flauter, a-t-il dit au juge, avait signalé à la Sureté générale un individu suspect, paraissant extrêmement dangereux, décidé à commettre un attentat sur M. Poincaré ou M. Millerand. Douze policiers vinrent garder les abords de la boutique du libraire.

« Le samedi, vers 4 h. 15, Philippe Daudet se rend à la boutique de Le Flauter où celui-ci l'attira en lui promettant pour cette heure l'édition des *Fleurs du Mal* qu'il désirait avoir — ou sous tout autre prétexte, après sa première visite du matin.

« L'enfant n'est pas seulement surveillé mais poursuivi, au moment où il pénètre dans la boutique. Il entre tout essoufflé en disant à Le Flauter : « Je suis fini ! » Des inspecteurs — de la Sureté ou de la Police judiciaire ? ce point n'est pas encore fixé — se précipitent sur ses traces. Ils font, à leur tour, irruption dans le magasin. L'enfant s'est avancé dans l'arrière-boutique, qui présente une retraite, et sur laquelle donne un escalier conduisant au sous-sol...

« Que se passe-t-il alors ? Le certain, c'est que l'un des inspecteurs a lancé en avant, à hauteur de la figure de Philippe son poing armé d'un browning, comme pour l'en frapper ; le canon de l'arme heurte la tête et, dans le même temps, le coup part. L'orifice d'entrée de la balle, comme l'examen de l'arme retrouvé dans le taxi, établissent que le coup a été tiré à bout touchant, le canon appuyé sur la tête. Les médecins experts l'ont d'ailleurs constaté dans leur rapport après l'autopsie.

« Immédiatement, les inspecteurs feuillent les vêtements de l'enfant. Dans son portefeuille, ils trouvent des exemptions de l'Ecole Bossuet au nom de Philippe Daudet, une lettre de Léon Daudet, une lettre de Mme Daudet, et, enfin des médailles portant sa date de naissance. Ainsi leur est donnée la révélation de l'identité de la victime (qu'ils ignoraient mais qui était connue de leurs chefs) ; en même temps, par les médailles, ils ont pu constater que l'homme redoutable, pour lequel on a mobilisé douze algazils de tout rang, n'est qu'un enfant, un pauvre enfant de 14 ans et demi.

« C'est ici que, affolés à l'idée des responsabilités encourues, ils vont maquiller le meurtre en suicide. Ils font disparaître les lettres, les médailles, les exemptions. Ils retournent les vêtements de leur victime. Apercevant la petite bande de calicot cousue sur la sous-patte d'une poche du pardessus et portant l'inscription : « Philippe Daudet, 3^e A, Ecole Bossuet », ils l'arrachent. On sait que l'examen du vêtement démontre que la ficelle de calicot a été arrachée violemment : trois fils pendront encore.

« Dans leur affolement, fouillant le portefeuille, ils ne découvrent pas le mince carreau de papier sur lequel sont portées les adresses du Réal du Sarte, Havard de la Montagne, etc. On retrouvera ce papier chiffonné renfermé dans le coin d'une des poches du portefeuille.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Le taxi de Bajot est là, stationnant devant la sortie de la rue Amelot — en prévision de l'arrestation préparée pour port d'arme prohibée. L'enfant, qui peut encore faire quelques pas, maintenu à droite et à gauche, porté plutôt que conduit, est placé dans le taxi. L'ordre est donné au chauffeur de le conduire à l'hôpital Lariboisière. »

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Le taxi de Bajot est là, stationnant devant la sortie de la rue Amelot — en prévision de l'arrestation préparée pour port d'arme prohibée. L'enfant, qui peut encore faire quelques pas, maintenu à droite et à gauche, porté plutôt que conduit, est placé dans le taxi. L'ordre est donné au chauffeur de le conduire à l'hôpital Lariboisière. »

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse voir que l'enfant a été dévasté. C'est à ce moment que Le Flauter remet les 84 fr. 50 qui ont été retrouvés sur l'enfant, c'est à ce moment que les billets sont glissés dans le portefeuille. Ainsi aura-t-on paré à une enquête judiciaire ou autre sur un assassinat ayant eu le vol pour mobile.

« Mais il faut éviter une enquête. Pour que la mort puisse s'expliquer par le suicide, il ne faut pas que l'on puisse

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le débat, autour du fromage, se continue à la Chambre des Communes anglaises, et les conservateurs ont répondu hier aux attaques des députés travaillistes. M. Ronald Mac Neill s'est attaqué particulièrement à M. Mac Donald, en lui demandant de quelle façon il pourrait bien équilibrer la situation européenne, et surtout s'accorder avec la politique de M. Poincaré. Ceci nous intéresse peu, ce qui nous touche plus c'est l'attitude des travailleurs à l'égard des ouvriers des chemins de fer qui ont décidé de se mettre en grève dimanche prochain à minuit, si les Compagnies ne répondent pas favorablement aux revendications des syndicats.

M. Henderson, un des chefs du Labour Party, a conféré hier avec les secrétaires des syndicats et également avec les représentants des Compagnies.

Comme cette grève pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour le nouveau gouvernement, M. Henderson essaie d'intervenir dans le conflit et de reculer le mouvement. Pas moins. Mais les débats des mécaniciens sont montrés inébranlables, et si les salaires ne sont pas maintenus, les ouvriers sont fermement décidés à user de la seule arme à leur portée : la grève.

En Allemagne, les grèves tirent à leur fin. Les ouvriers ont été obligés de céder devant la force.

A Dusseldorf, les industriels ont fait afficher un avis enjoignant leurs ouvriers à reprendre le travail, en les menaçant d'un renvoi définitif, s'ils ne s'y conformaient pas.

Certaines usines de Bochum ont ouvert leurs portes, et l'ordre de grève générale n'a pu être appliquée aux ouvriers chrétiens refusant de quitter les usines et travaillant dénués par la police.

L'agitation se termine donc, par une défaite de la classe ouvrière, et la journée de huit heures est définitivement arrêtée.

L'échec des camarades allemands aura certainement son écho dans le prolétariat français, et plus que jamais, nous devons défendre nos conquêtes et plus particulièrement la journée de huit heures à laquelle s'attaquent les gros industriels internationaux.

La Russie, elle, continue sa politique. La Pologne a envoyé à Moscou son ministre, M. Darousski, qui était précédemment ministre du travail. Nous apprenons également que la conférence des Etats Baltes à laquelle doit participer la Russie et qui devait se tenir fin janvier pour discuter un pacte de non-agression, a été ajournée, et ne se tiendra que le 2 février.

C'est probablement pour ouvrir à la paix que toutes ces puissances, Russie comprise, construisent des armes et des munitions, qui serviront demain à abattre le prolétariat en révolte.

J. G.

ALLEMAGNE

ENTRE OUVRIERS ET PATRONS

Dusseldorf, 17 janvier. — Les négociations engagées à Essen entre l'association des industriels rhénanwestphaliens et les trois syndicats d'ouvriers métallurgistes pour la révision des salaires ont échoué. Les représentants des ouvriers ont déclaré insuffisant le salaire de 0,47 mark-or l'heure proposé par les industriels et ont demandé l'arbitrage du Commissaire d'Empire.

Le mouvement de protestation contre la journée de 10 heures semble à peu près éteint ; le nombre des ouvriers qui se déclinent à reprendre le travail aux nouvelles conditions augmente chaque jour malgré les menaces et les excitations à la continuation de la grève des communistes et des sans-travaux.

Un accord est intervenu entre patrons et ouvriers dans l'industrie du textile. A Munchen-Gladbach, le travail sera repris immédiatement et des négociations seront entamées pour la fixation de nouveaux salaires. La question de la durée de la journée de travail sera réglée suivant les dispositions de la loi allemande en vigueur. Si les négociations ne pouvaient aboutir à un résultat, les deux parties s'engagent à accepter la décision arbitrale d'un comité composé de trois patrons, trois ouvriers et

trois personnes impartiales, désignées avant l'entrée en négociation.

Des troubles ont eu lieu à Rheindorf, aux environs de Munchen-Gladbach : des troupes de police, venues de cette dernière ville, ont rétabli l'ordre. Il y a eu plusieurs blessés dont un policier.

L'AGITATION OUVRIERE

Dusseldorf, 17 janvier. — Dans la Ruhr, on note une tendance marquée vers la reprise du travail dans le métallurgie. L'Union des travailleurs manuels et intellectuels a convoqué les « betriebsräte » des mines à un congrès général à Bochum, en vue de proclamer la grève dans les mines. Le congrès des sans-travail pour la Rhénan-Westphalie, qui a eu lieu à Dusseldorf, a décidé d'interdire l'entrée des usines aux ouvriers réfractaires à la grève ; des détachements de police ayant occupé les divers établissements métallurgiques, les sans-travail n'ont pas mis leur menace à exécution, et les ouvriers ont pu se rendre à leur travail sans difficultés.

Les chefs de groupes locaux du syndicat des métallurgistes socialistes se sont réunis en conférence à Essen. Il a été rendu compte des décisions du comité central du syndicat à Stuttgart qui s'est prononcé contre la proclamation de la grève générale, étant donné l'impossibilité de soutenir, financièrement, le mouvement de grève.

En Allemagne, les grèves tirent à leur fin. Les ouvriers ont été obligés de céder devant la force.

A Dusseldorf, les industriels ont fait afficher un avis enjoignant leurs ouvriers à reprendre le travail, en les menaçant d'un renvoi définitif, s'ils ne s'y conformaient pas.

Certaines usines de Bochum ont ouvert leurs portes, et l'ordre de grève générale n'a pu être appliquée aux ouvriers chrétiens refusant de quitter les usines et travaillant dénués par la police.

L'agitation se termine donc, par une défaite de la classe ouvrière, et la journée de huit heures est définitivement arrêtée.

L'échec des camarades allemands aura certainement son écho dans le prolétariat français, et plus que jamais, nous devons défendre nos conquêtes et plus particulièrement la journée de huit heures à laquelle s'attaquent les gros industriels internationaux.

La Russie, elle, continue sa politique. La Pologne a envoyé à Moscou son ministre, M. Darousski, qui était précédemment ministre du travail. Nous apprenons également que la conférence des Etats Baltes à laquelle doit participer la Russie et qui devait se tenir fin janvier pour discuter un pacte de non-agression, a été ajournée, et ne se tiendra que le 2 février.

C'est probablement pour ouvrir à la paix que toutes ces puissances, Russie comprise, construisent des armes et des munitions, qui serviront demain à abattre le prolétariat en révolte.

COLOMBIE

LES TREMBLEMENTS DE TERRE

Des mouvements sismiques se sont reproduits dans les mêmes régions qui avaient déjà été éprouvées en décembre dernier.

Un message de Bogota annonce que deux violentes secousses, accompagnées d'un formidable grondement souterrain, ont été ressenties hier matin dans le sud de la Colombie, près de la frontière de l'Equateur. Les villes de Gachala, Ipiales, Cumbal, Guatucal, Carlosama, Andana et Tulcan ont particulièrement souffert.

On ignore encore le nombre des victimes. Les habitants, terrifiés, fuient le pays, craignant une nouvelle catastrophe, semblable à celle du mois dernier.

JAPON

NOUVEAU TREMBLEMENT DE TERRE

Tokio, 16 janvier. — A l'exception de quelques légères oscillations, on n'a signalé aucun fait marquant depuis hier matin 6 heures. Le nombre des morts est maintenant évalué à une trentaine. Toutes les victimes sont japonaises. Les communications sont entièrement rétablies.

NORVÈGE

Christiania, 17 janvier. — La grève des transports vient d'éclater dans la capitale et dans tous les ports norvégiens et le mouvement est général. Espérons que les travailleurs norvégiens auront satisfaction et triompheront de la rapacité de leurs ex-employeurs.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LE PRODUIT DE LA RECOLTE

Buenos-Aires, 16 janvier. — Voici l'estimation officielle de la récolte en Argentine. Au point de vue documentaire, c'est intéressant : Blé, 7.057.000 tonnes ; lin, 1 million 600.000 tonnes ; avoine, 1.100.000 tonnes ; orge, 275.000 tonnes.

Prix, 18 fr. — Franco recommandé, 19.50

L'homme et Chauvin condamnés

Gaston Meunier interrogé

Hier, après-midi, nos deux camarades Lhomme et Chauvin comparaissaient devant la 11^e chambre correctionnelle, présidée par l'infatigable M. Laugier, avec qui nous entretiendrons des relations suivies.

Lhomme, signataire d'un article paru dans le *Libertaire* du 27 juillet 1923, réclamait l'annulation en des termes pourtant bien anodins.

Voici le passage poursuivi à la requête du parquet :

« Ils oublient ou feignent d'oublier Cottin, de même que Gaston Rolland, Jeanne Morand, Bouvet et Taillière... Il nous faut reprendre, plus intense que jamais, la campagne en faveur de nos martyrs ; il nous faut rappeler à tous leurs noms et les faire aimer du public... »

Mieux : il faut qu'avant l'hiver prochain aient repris place à nos côtés : Cottin, Gaston Rolland, Jeanne Morand, Bouvet, Taillière et notre vaillante Germaine !

On avouera que le ton de cet article était bien mesuré et qu'il n'y avait pas là de quoi fouetter un chat. Le Parquet, pourtant, incupe Lhomme de complicité d'apologie de faits qualifiés crimes et notre camarade Chauvin, gérant à cette époque, d'apologie de faits qualifiés crimes.

Le substitut Lémant dit « Chrysalis », prononce un réquisitoire banal, comme tous ceux qu'il a l'habitude de prononcer.

Pour la joie des amis qui assistaient à l'audience, il stigmatisa notre propagande, prétendant — comment peut-il le savoir ? — que si nous instaurions enfin le régime de nos rêves, l'homme — pas particulièrement notre camarade — reviendrait à l'état sauveur.

« Nous avons confiance dans le bon sens du peuple français pour enrayer une semblable propagande. »

Il poussa la gentillesse jusqu'à insinuer que les anarchistes étaient des ambitieux. On peut accorder à ce Monsieur Lémant — bien peu cependant — des circonstances atténuantes : il n'a jamais mis les pieds dans nos milieux, il est donc bien peu qualifié pour en parler.

Suzanne Lévy, prenant la défense de Lhomme, fit judicieusement remarquer que l'article de Lhomme se bornait à réclamer l'annulation, que si l'on condamne cet article, c'est l'annulation elle-même qui est en cause et que, désormais, on ne pourra pas prononcer ce mot d'annulation sans s'attaquer les foudres du Pouvoir.

M. Létrange pâria dans le même sens, mais le tribunal de M. Langier n'ayant pas contracté cette bonne habitude d'accepter la thèse des défenseurs de libertaires, Lhomme fut condamné à 4 mois d'emprisonnement, Chauvin à 6 mois de la même peine, quelle se confondra avec la peine de 13 mois précédemment prononcée contre lui et à cent francs d'amende chacun.

Une fois de plus, la société a été sauve.

Quant à M. Lémant, s'il continue, il est certain d'obtenir un avancement aussi rapide que mérité.

A cette même audience, comparaissaient les communistes Doriot et Radi, de l'*Avant-Garde*, inculpés, l'un et l'autre, de provocation de militaires à la désobéissance.

A l'audience, ils se défendent d'être anarchistes et soutiennent, par l'organe de M. Fournier, qu'ils ne pouvaient relever des lois de 1894.

Ils demandèrent que le tribunal se déclarât incompetent, mais celui-ci, passant outre et examinant le fond de l'affaire, les condamna : Radi à 4 mois de prison et Doriot à 6 mois, chacun à 100 francs d'amende.

MEUNIER CHEZ M. BARNAUD

Peu de temps après avoir pris la défense de Lhomme, Suzanne Lévy monta chez M. Barnaud où Gaston Meunier attendait d'être interrogé sur le fond pour les cinq articles qui ont motivé son inculpation.

Notre camarade revendiqua sa responsabilité et retourna à la Santé qu'il habite depuis vendredi.

Prére aux camarades inscrits sur sa liste de venir le voir.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e) Chèque postal : Soubervieille, 508-55, Paris

Prix, 18 fr. — Franco recommandé, 19.50

Pamphlets (1840-1844) De Claude TILLIER

Prix, 18 fr. — Franco recommandé, 19.50

A travers le Pays

Maurice du Plessys est mort

Le poète Maurice du Plessys vient de mourir à l'hôpital du Bon-Secours. Depuis longtemps, ce malheureux artiste était malade et la misère dans laquelle l'avait plongé l'indifférence de ses contemporains ne lui avait pas permis de se soigner suffisamment et d'enrayer le mal.

Certes, Maurice du Plessys n'était pas des nôtres, mais il a dû éprouver bien sûrement l'illogisme de cette société qui laisse ainsi mourir ses plus beaux artistes dans une affreuse misère. Il a dû voir le « bon cœur » et la « solidarité » des gens de droite lorsque, pour la souscription ouverte à son profit, M. Charles Mirras, directeur richissime de l'*Action française* !, trouva le moyen d'envoyer la mireille somme de 20 francs.

Auteur de merveilleux poèmes, Maurice du Plessys laisse des *Pastorales*, le *Livre des Odes*, la *Nuit d'Arcadie*, etc...

Nous regrettons en lui un beau poète qui s'en va.

CHARRETIERS ET CHARBONNIERS EN GREVE

Roubaix, 17 janvier. — La grève des charretilers charbonniers dure toujours à Roubaix. Loëttois, secrétaire du Syndicat des Ouvriers charbonniers, a informé l'Association des Négociants en charbons que, même si un accord intervenait avec les charretilers, ceux-ci ne reprendraient pas le travail sans que les charbonniers aient obtenu satisfaction, c'est-à-dire 150 francs par semaine.

D'autre part, le Syndicat des Ouvriers charbonniers de Tourcoing a fait parvenir aux négociants en charbons une lettre dans laquelle il réclame une augmentation horaire de 1 franc, faute de quoi il déciderait la grève immédiate. Aucune réponse n'a été faite jusqu'à présent à cette demande.

Les patrons tiennent-ils donc tant que cela à aggraver leur cas ?

CONTRE LA VIE CHÈRE

Montpellier, 17 janvier. — A l'issue d'un meeting de protestation contre la cherté de la vie, les assistants ont adopté un ordre du jour demandant au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour faire disparaître le mercantilisme, cause principale de la vie chère.

Des mesures contre les mercantils ? Alors donc, le gouvernement s'en f...

LES SUITES D'UN ORAGE

Marseille, 17 janvier. — Un très violent orage s'est abattu la nuit dernière sur divers points du Var. A Saint-Tropez, la route nationale n° 90 est interrompue entre Lafour et Saint-Fons-les-Mûres. La voie ferrée du Sud-France a été emportée par l'inondation sur une longueur de 100 mètres. A Ollioules, l'orage a causé de graves dégâts, aux quartiers du Lançon et de la Tourelle. La ligne électrique a été démolie ; la grève est tombée en telle abondance qu'à certains endroits il y avait 20 centimètres d'épaisseur. Au Beausset, l'orage a sévi avec une violence inouïe ; la foudre est tombée sur le poste d'énergie électrique ; l'éclairage a été partout supprimé. Les dégâts causés par la pluie et la grève sont importants.

UN SUICIDE

Boulogne-sur-Mer, 17 janvier. — L'ouvrier maçon, nommé Massé, trouvé mort sur la voie ferrée à Dannes, lundi dernier, s'est volontairement suicidé en se faisant écraser par un train, après avoir détourné et dissipé la paye de ses camarades de chantier qu'il avait été chargé de leur remettre.

UN ACCIDENT

Un nommé Guillaume Dumanoir, 62 ans, domicilié à Plaisir, qui conduisait une voiture lourdement chargée, a été renversé par son véhicule et est mort des suites de ses blessures.

VICTIMES DE LA TEMPETE

Les Sables-d'Olonnes, 17 janvier. — On a retrouvé sur la plage le corps du patron Davigo, armateur du dundee *L'Elite-des-Sables*, qui a fait naufrage au cours des dernières tempêtes. Le patron Davigo était âgé de 39 ans et père de deux enfants.

s'il pouvait encore pousser d'instinct en instant cette plainte douce qui faisait au père et à la mère l'effet d'un appel et qu'ils entendaient seuls au milieu des bruits de la ville et des rumeurs de la maison.

— Veux-tu boire ? dit le père.

Une nouvelle plainte.

— Bois

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Pour les obsèques de Poncet

L'Appel des Organisations

Plombers-Couvreurs. — Rendez-vous cet après-midi, à 14 heures, face le 84, du quai de la Rapée, pour participer au convoi du regretté camarade Poncet, dit Garaux Jules.

A 17 h. 30, réunion corporative salle Varlin, Bourse du Travail.

Section technique des Menuisiers. — Le Conseil de la Section, réuni le mardi 15 janvier, douloureusement ému par les incidents tragiques qui se sont déroulés au cours du meeting organisé le 11 janvier par le parti communiste, après avoir envisagé la situation, reproché ces gestes sanguinaires et demandé à tous ses adhérents de se désolidariser d'avec les responsables d'un tel forfait, ceux-ci ce mirent hors la classe ouvrière.

Le Syndicat adresse un pressant appel à tous les menuisiers pour qu'ils assistent nombreux aux obsèques du camarade Poncet, victime du fascisme rouge.

Rendez-vous place Mazas, à 14 h. 30.

Scieuse de pierre tendre. — Le Syndicat invite tous ses adhérents à assister aux obsèques de Poncet. Rendez-vous à 14 h. 30, au pont d'Austerlitz.

Syndicat des Terrassiers. — Le Conseil d'administration du Syndicat demande à ses adhérents de désigner un copain sur dix pour se rendre aux obsèques du camarade Poncet, à 14 h. 30 ; descendre quai de la Rapée.

Prêtre aux camarades de se conformer à l'appel de l'organisation.

Syndicat des Ouvriers tonneliers, etc. — Le Syndicat des Ouvriers tonneliers confédérés de la Seine invite, en signe de protestation, ses membres à assister aux obsèques des camarades syndicalistes tombés sous les balles des gardes rouges.

Minorité de la Voiture-Maréchalerie. — Les camarades minoritaires de la Voiture-Maréchalerie sont priés d'assister aux obsèques de nos camarades.

Ils auront à cœur, par leur présence, d'affirmer leur solidarité entière avec les victimes des fascismes rouges, frères des assassins du Havre.

Le soir, à 20 h. 30, réunion de la Minorité, 172, rue Legendre, Paris (17).

Syndicat des Charcutiers-Salaisonniers de la Seine. — Tous les camarades disponibles sont priés d'assister à l'inhumation du camarade Poncet, victime des luttes fratricides prolétariennes.

SYNDICAT AUTONOME DES EMPLOYES ET OUVRIERS DES COMMUNES DE LA SEINE (Section de Pavillon-sous-Bois)

La Section réunie le 15 janvier, adresse son salut aux malheureuses victimes d'escouffure de la Maison des Syndicats.

Proteste à nouveau contre l'intrusion manifeste du Parti Communiste dans la vie des syndicats, contre les méthodes de calomnie et de division pratiquées par ce Parti, la tuerie du 11 en étant le résultat.

Décide d'envoyer un délégué aux obsèques des camarades syndicalistes tombés sous les balles des gardes rouges.

Participe, pour une somme de 25 francs, à titre de premier versement, à la souscription nationale ouverte pour venir en aide aux familles des tués et des blessés.

COMITE FEDERAL REVOLUTIONNAIRE DE L'ALIMENTATION

Tous les camarades boulanger, charcutiers, bouchers et pâtissiers, appartenant à la minorité de l'Alimentation, seront présents aux obsèques de notre camarade Poncet.

Par leur nombre, ils signifient à tous les politiques le mépris qu'ont pour eux tous les travailleurs véritablement syndicalistes de l'Alimentation.

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER

La C. E. de l'Union P. O., réunie le 15 janvier 1924, regrette et déplore les faits qui se sont produits le vendredi 11 janvier dans la Maison des Syndicats, lors d'un meeting organisé contre l'occupation de la Ruhr.

Elle adresse aux familles des victimes ses condoléances émues et les assure de toute sa sympathie.

Vers l'autonomie

Réunis en assemblée le 5 courant, les artistes peintres décorateurs de théâtres s'inclinent devant les camarades assassinés rue Grange-aux-Belles.

Le Syndicat rappelle qu'à son assemblée générale de novembre il s'est prononcé pour l'autonomie, ne pouvant plus vivre dans l'atmosphère politicienne.

Le Syndicat attend la formation d'organisations centrales conformes à son idéal écrit tout au long de la Charte d'Amiens.

A l'ORPHELINAT D'EPONE

Un indésirable

Le monde bourgeois regorge de parasites. Mais ce qui est inquiétant, c'est que nos organisations ouvrières se peuplent de ce vilain monde; j'ai eu dernièrement le loisir d'en faire la triste constatation.

Délégué par sept organisations ouvrières du Havre pour assister à une réunion extraordinaire de l'Orphelinat ouvrier, où devaient être discutées les modifications aux statuts, et l'exclusion de Madeleine Vernet et d'une partie du personnel de l'Orphelinat, après avoir envisagé la situation, reproché ces gestes sanguinaires et demandé à tous ses adhérents de se désolidariser d'avec les responsables d'un tel forfait, ceux-ci ce mirent hors la classe ouvrière.

Le Syndicat adresse un pressant appel à tous les menuisiers pour qu'ils assistent nombreux aux obsèques du camarade Poncet, victime du fascisme rouge.

Rendez-vous place Mazas, à 14 h. 30.

Scieuse de pierre tendre. — Le Syndicat invite tous ses adhérents à assister aux obsèques de Poncet. Rendez-vous à 14 h. 30, au pont d'Austerlitz.

Syndicat des Terrassiers. — Le Conseil d'administration du Syndicat demande à ses adhérents de désigner un copain sur dix pour se rendre aux obsèques du camarade Poncet, à 14 h. 30 ; descendre quai de la Rapée.

Prêtre aux camarades de se conformer à l'appel de l'organisation.

Syndicat des Ouvriers tonneliers, etc. — Le Syndicat des Ouvriers tonneliers confédérés de la Seine invite, en signe de protestation, ses membres à assister aux obsèques des camarades syndicalistes tombés sous les balles des gardes rouges.

Minorité de la Voiture-Maréchalerie. — Les camarades minoritaires de la Voiture-Maréchalerie sont priés d'assister aux obsèques de nos camarades.

Ils auront à cœur, par leur présence, d'affirmer leur solidarité entière avec les victimes des fascismes rouges, frères des assassins du Havre.

Le soir, à 20 h. 30, réunion de la Minorité, 172, rue Legendre, Paris (17).

Syndicat des Charcutiers-Salaisonniers de la Seine. — Tous les camarades disponibles sont priés d'assister à l'inhumation du camarade Poncet, victime des luttes fratricides prolétariennes.

SYNDICAT AUTONOME DES EMPLOYES ET OUVRIERS DES COMMUNES DE LA SEINE (Section de Pavillon-sous-Bois)

La Section réunie le 15 janvier, adresse son salut aux malheureuses victimes d'escouffure de la Maison des Syndicats.

Proteste à nouveau contre l'intrusion manifeste du Parti Communiste dans la vie des syndicats, contre les méthodes de calomnie et de division pratiquées par ce Parti, la tuerie du 11 en étant le résultat.

Décide d'envoyer un délégué aux obsèques des camarades syndicalistes tombés sous les balles des gardes rouges.

Participe, pour une somme de 25 francs, à titre de premier versement, à la souscription nationale ouverte pour venir en aide aux familles des tués et des blessés.

COMITE FEDERAL REVOLUTIONNAIRE DE L'ALIMENTATION

Tous les camarades boulanger, charcutiers, bouchers et pâtissiers, appartenant à la minorité de l'Alimentation, seront présents aux obsèques de notre camarade Poncet.

Par leur nombre, ils signifient à tous les politiques le mépris qu'ont pour eux tous les travailleurs véritablement syndicalistes de l'Alimentation.

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER

La C. E. de l'Union P. O., réunie le 15 janvier 1924, regrette et déplore les faits qui se sont produits le vendredi 11 janvier dans la Maison des Syndicats, lors d'un meeting organisé contre l'occupation de la Ruhr.

Elle adresse aux familles des victimes ses condoléances émues et les assure de toute sa sympathie.

La colonisation du syndicalisme

Le crime politique qui vient de s'accomplir sur des camarades syndicalistes est bien le fait d'une partie de l'œuvre entreprise par le Parti. C'est l'assaut des syndicats par la pénétration d'abord. La besogne de subordination jusqu'à mainmise complète se continue ensuite pour les besoins du parti et de la politique de Moscou à l'aide du fonctionnement des Commissions politico-syndicales.

Le crime ! Il est abominable réussi qu'il se prouve par lui-même ! Les criminels et les assassins se confondent et sont les mêmes devant le crime !

La prémeditation se trouve établie dans la tactique de politique syndicale du parti, entreprise par les chefs pour poursuivre la conquête de la maîtrise complète des syndicats pour les besoins politiques du parti de Moscou et l'ambition de leurs chefs.

Dans ce jeu tactique, la responsabilité des chefs syndicaux est égale. Ils se sont rendus complices, d'accord en cela avec le parti pour profiter de la situation majoritaire issue du dernier Congrès et porter ainsi un coup décisif à la minorité actuelle.

C'est là aussi une provocation de la part des chefs divisaires et grands coquins ambitieux qui savent fort bien ce qui unit et utilise ce qui nous divise pour la besogne de destruction syndicale poursuivie par la police.

On se demande maintenant si l'assassinat des syndicalistes ne va pas devenir un nouveau « cheval de bataille » pour employer l'expression de nos grands bonimenteurs, surtout quand certains membres du parti, en raison sans doute de leur « fidélité », et par mesure de protection pour ce dernier, acceptent facilement le troc de l'outil, l'instrument du pain quotidien contre des pistolets, instruments de morte.

Et c'est à l'abri de ce que vousappelez le libre jeu des tendances que vous venez dans une maison syndicale avec des membres de votre parti politique, des patrons, des commerçants, des officiers, des avocats, des politiciens, des chevaliers d'affaires, c'est avec ces non syndiqués et ces non syndicables que vous venez faire la loi chez les syndiqués, en abattant les récalcitrants !

Cela, nous ne vous le pardonnerons jamais !

Un employé.

UN ORDRE DU JOUR

de l'Union régionale des Syndicats de l'Aube et de l'Yonne

La C. E. de l'Union Régionale des Syndicats Confédérés Aube et Yonne, réunie à la Bourse du Travail de Troyes, le 10 janvier 1924 :

Se rend compte que toute la classe ouvrière se trouve directement atteinte par la tragédie sanglante de la rue de la Grange-aux-Belles.

Elle constate que les politiciens communistes reculent devant rien, pas même devant le sang des travailleurs pour imposer leur dictature qui est, de tout point, semblable à celle du fascisme italien.

Elle constate que si les campagnes de haine et de calomnie des camelots du roi ont armé le bras d'un villain, les mêmes campagnes répandues par les politiciens communistes aboutissent au même résultat, faisant de ce fait, courir les plus grands dangers au prolétariat de tous les pays.

La C. E. de l'Union Régionale des Syndicats Aube et Yonne déclare ne pas confondre les travailleurs dits « unitaires » avec les chefs communistes qui, par ordre, mettent ces travailleurs dans l'erreur par la « tromperie » et le « mensonge » et la « calomnie ».

Adresse aux victimes et à leur famille les condoléances fraternelles des travailleurs confédérés Aube et Yonne.

Emet le vœu le plus sincère pour que la classe ouvrière se rende enfin compte du terrain où la politique bolchevique entend la placer par ordre de Moscou. Terrain de démagogie et de chantage politique, qui mettent les travailleurs dans l'impuissance et l'impossibilité de défendre efficacement leurs droits; mais terrain qui sera merveilleusement les appétits des profiteurs et des mercantilistes de la politique moscovite, et la politique de réaction.

Cet article a été approuvé, à l'unanimité, par le Comité de l'Union des Syndicats du Havre, réuni le 8 janvier.

Les grèves

Camionneurs de Dunkerque. — La grève des camionneurs est complète depuis mercredi matin. Ils réclament 150 fr. par semaine et les patrons n'offrent que 140.

Cette grève a été approuvée, à l'unanimité, par le Comité de l'Union des Syndicats du Havre, réuni le 8 janvier.

Le Syndicat rappelle qu'à son assemblée générale de novembre il s'est prononcé pour l'autonomie, ne pouvant plus vivre dans l'atmosphère politicienne.

Le Syndicat attend la formation d'organisations centrales conformes à son idéal écrit tout au long de la Charte d'Amiens.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Adresser les commandes à Souberville, Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Chèque postal : Souberville 508-55, Paris.

Autre groupe de l'Union Anarchiste, aux Syndicats aux Bourses au Travail, aux Coopératives, en un mot à tous les groupements d'avant-garde, nous accordons une remise de 20 %, quel que soit le montant de la commande. Cette remise doit être calculée sur les prix de vente des ouvrages et non sur les prix franco. Les frais de port ne sont pris à notre charge que pour les commandes dont le montant est supérieur à 100 fr.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Adresser les commandes à Souberville, Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Chèque postal : Souberville 508-55, Paris.

Autre groupe de l'Union Anarchiste, aux Syndicats aux Bourses au Travail, aux Coopératives, en un mot à tous les groupements d'avant-garde, nous accordons une remise de 20 %, quel que soit le montant de la commande. Cette remise doit être calculée sur les prix de vente des ouvrages et non sur les prix franco. Les frais de port ne sont pris à notre charge que pour les commandes dont le montant est supérieur à 100 fr.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Adresser les commandes à Souberville, Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Chèque postal : Souberville 508-55, Paris.

Autre groupe de l'Union Anarchiste, aux Syndicats aux Bourses au Travail, aux Coopératives, en un mot à tous les groupements d'avant-garde, nous accordons une remise de 20 %, quel que soit le montant de la commande. Cette remise doit être calculée sur les prix de vente des ouvrages et non sur les prix franco. Les frais de port ne sont pris à notre charge que pour les commandes dont le montant est supérieur à 100 fr.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Adresser les commandes à Souberville, Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Chèque postal : Souberville 508-55, Paris.

Autre groupe de l'Union Anarchiste, aux Syndicats aux Bourses au Travail, aux Coopératives, en un mot à tous les groupements d'avant-garde, nous accordons une remise de 20 %, quel que soit le montant de la commande. Cette remise doit être calculée sur les prix de vente des ouvrages et non sur les prix franco. Les frais de port ne sont pris à notre charge que pour les commandes dont le montant est supérieur à 100 fr.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de vouloir bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Adresser les commandes à Souberville, Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Chèque postal : Souberville 508-55, Paris.

Autre groupe de l'Union Anarchiste, aux Syndicats aux Bourses au Travail, aux Coopér